

# Rapport financier

pour le premier trimestre  
clos au 31 mars 2012

1	<b>RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2012 (NON AUDITE)</b>	PAGE 2
2	<b>COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES</b>	PAGE 14
3	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	PAGE 34

**LAFARGE**

les matériaux au cœur de la vie™

*Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 3 mai 2012 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 mars 2012. L'examen limité des comptes trimestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour le premier trimestre clos au 31 mars 2012.*

*Le rapport d'activité du premier trimestre doit être lu en liaison avec les comptes consolidés trimestriels et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 avril 2012 sous le numéro D.12-0315. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 « facteurs de risques » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les neuf mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.*

*Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.*

*Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.*

*Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.*

*Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.*

*Le Groupe a mis en place sa nouvelle organisation centrée sur les pays, et il a adapté son information financière en conséquence. Les résultats des opérations sont désormais analysés en premier lieu pays par pays et non plus par ligne de produit, et sont présentés par région.*

*Depuis juillet 2011, le Groupe a engagé un projet de cession de la majeure partie de sa branche et a cédé sur le second semestre 2011 ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie. Conformément aux normes IFRS, la contribution des activités abandonnées de la branche Plâtre au compte de résultat consolidé et au tableau de flux de trésorerie du Groupe apparaît dans des lignes spécifiques pour chacun des exercices présentés jusqu'à la date effective de leur cession. Dans le bilan consolidé du Groupe, l'actif et le passif de la branche Plâtre figurent sur des lignes distinctes uniquement pour les périodes closes le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2011, aucun retraitement n'ayant été effectué pour les périodes antérieures.*

## 1.1. Chiffres clés consolidés

### Volumes

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation
	2012	2011	
Ciment (MT)	31,3	31,1	1 %
Purs granulats (MT)	33,2	34,7	-4 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	7,1	7,6	-7 %

### Chiffre d'affaires

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation
	2012	2011	
(millions d'euros)			
<b>Par zone géographique</b>			
Amérique du Nord	490	436	12 %
Europe occidentale	753	844	-11 %
Europe centrale et de l'Est	181	179	1 %
Moyen-Orient et Afrique	1 044	975	7 %
Amérique Latine	241	209	15 %
Asie	644	563	14 %
<b>Par branche</b>			
Ciment	2 308	2 161	7 %
Granulats et Béton	1 025	1 024	-
Holdings et autres	20	21	-5 %
<b>Total</b>	<b>3 353</b>	<b>3 206</b>	<b>5 %</b>

### EBITDA (Résultat brut d'exploitation)

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation
	2012	2011	
(millions d'euros)			
<b>Par zone géographique</b>			
Amérique du Nord	(46)	(75)	39 %
Europe occidentale	94	151	-38 %
Europe centrale et de l'Est	(14)	(9)	-56 %
Moyen-Orient et Afrique	315	274	15 %
Amérique Latine	59	53	11 %
Asie	108	85	27 %
<b>Par branche</b>			
Ciment	513	469	9 %
Granulats et Béton	(17)	1	
Holdings et autres	20	9	
<b>Total</b>	<b>516</b>	<b>479</b>	<b>8 %</b>

### Autres chiffres clés

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation
	2012	2011	
(million d'euros, sauf résultat net par action)			
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>267</b>	<b>208</b>	<b>28 %</b>
<b>Part du Groupe<sup>(1)</sup></b>	<b>(44)</b>	<b>(29)</b>	
Résultat par action (en euros) <sup>(2)</sup>	(0,15)	(0,10)	
Cash flow libre <sup>(3)</sup>	(434)	(275)	
Endettement net	12 364	14 240	-13 %

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Sur la base d'un nombre moyen d'actions en circulation de 286,1 millions pour le premier trimestre 2011 et de 287,0 millions pour le premier trimestre 2012

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation après déduction des investissements de maintien

## 1.2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Lorsque nous analysons les tendances des volumes et des ventes par pays, et sauf indication contraire, nous commentons les volumes et ventes domestiques, générés et réalisés sur le marché géographique correspondant. Les exports sont donc exclus de ces analyses et tendances.

Soulignons que, historiquement, le premier trimestre représente la part la plus faible de notre chiffre d'affaires, et apporte une contribution plus faible encore à nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. Les niveaux d'activité sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre en raison des conditions météorologiques.

### Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2012

- Le chiffre d'affaires est en progression sur le trimestre, soutenu par l'amélioration des prix dans l'ensemble de nos activités et par une hausse des volumes de ciment sur les marchés émergents.
- L'EBITDA et le résultat d'exploitation courant ont progressé sur le trimestre, soutenus par la hausse de l'activité au Moyen-Orient et en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et en Amérique du Nord.
- Le Groupe a réalisé 70 millions d'euros de réduction de coûts, en ligne avec son objectif d'au moins 400 millions d'euros pour 2012.
- Le résultat net part du Groupe et le résultat net par action sont en hausse si l'on exclut les charges de restructuration de 94 millions d'euros constatées au premier trimestre 2012 dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réduction des coûts du Groupe.
- Le Groupe dispose d'une forte liquidité, confortée par l'extension d'une ligne de crédit portant le montant total des lignes de crédit confirmées non tirées à 3,4 milliards d'euros, d'une maturité moyenne d'environ trois ans.
- Le projet de rapprochement entre les opérations de Lafarge et Tarmac au Royaume-Uni a été approuvé par la Commission de la Concurrence, sous réserve de certains désinvestissements que les deux entreprises jugent réalisables.
- La nouvelle organisation pays destinée à stimuler la croissance organique et l'innovation, et améliorer la productivité, est en place.

### Synthèse du chiffre d'affaires, de l'EBITDA (résultat brut d'exploitation) et du résultat d'exploitation courant

Le premier trimestre 2012 a été marqué par la poursuite de la progression du chiffre d'affaires sur les marchés émergents, tandis que la situation restait contrastée sur les marchés matures. De fait, l'Amérique du Nord a bénéficié de conditions météorologiques clémentes tandis que l'Europe s'est trouvée pénalisée par la vague de froid qui a touché certains pays en février et par une base de comparaison rendue défavorable par la vigueur du premier trimestre 2011.

Les volumes vendus de ciment se sont élevés à 31,3 millions de tonnes, en hausse de 1 % par rapport au premier trimestre 2011. À périmètre constant, les volumes vendus sur les marchés domestiques ont progressé de 3 %, avec une croissance de 5 % sur les marchés émergents, de 16 % en Amérique du Nord, et une baisse de 12 % en Europe occidentale.

À périmètre constant, les ventes de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en baisse de 6 % et de 3 % en volumes, respectivement.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 2012 est ressorti à 3 353 millions d'euros, en hausse de 4,6 % par rapport à l'an passé, soutenu par l'augmentation des volumes de ciment et la bonne orientation des prix pour l'ensemble de nos activités.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de 0,8 % sur le chiffre d'affaires, reflétant l'effet de la cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis et de nos activités granulats et béton au Portugal, en partie compensé par différents développements ciblés effectués dans le béton et les granulats dans le but d'optimiser notre portefeuille d'actifs. Les effets de change légèrement favorables (0,5 %)

sont liés principalement à l'impact de l'appréciation par rapport à l'euro du dollar US, du dollar canadien et du renminbi chinois, en partie compensé par la dépréciation de la roupie indienne, du rand sud-africain et du zloty polonais.

Sur la même période, l'EBITDA progresse de 8 % (6 % à périmètre et taux de change constants), soutenu par des prix et des volumes en hausse, ainsi que des mesures de réduction des coûts qui nous ont permis de réaliser 70 millions d'euros d'économies sur le trimestre.

Le résultat d'exploitation courant a progressé de 28 %, et de 17 % à périmètre et taux de change constants et en excluant l'impact de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni à partir du 1<sup>er</sup> mars 2011 dans le cadre de leur apport prévu à la joint-venture avec Tarmac UK (impact de 10 millions d'euros, cf. note 3 des comptes consolidés intermédiaires condensés).

## Revue des opérations par région

### Amérique du Nord

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	2,0	2,0	-1 %	16 %
- Purs granulats (MT)	14,1	12,8	10 %	9 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,1	1,2	-11 %	14 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	490	436	12 %	18 %
EBITDA (millions d'euros)	(46)	(75)	39 %	32 %
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(95)	(136)	30 %	24 %

Le secteur des matériaux de construction a bénéficié de conditions météorologiques particulièrement favorables, ce qui s'est traduit par un accroissement des volumes pour l'ensemble de nos activités à périmètre constant.

- **Aux Etats-Unis**, les prix du ciment ont pu être augmentés avec succès et les ventes ont connu une progression de 19 % en volumes, soutenues par les conditions météorologiques clémentes et par l'amélioration des tendances sur le marché résidentiel. Dans le même temps, les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 1 % et de 9 % respectivement, le premier trimestre 2011 ayant en effet été soutenu par des projets importants en Louisiane et en Géorgie.
- **Au Canada**, les ventes de ciment en volumes sont en hausse de 13 %, et les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont augmenté de 18 % et 29 % respectivement, soutenus notamment par différents grands projets dans l'ouest du pays.

Le chiffre d'affaires progresse de 12 %. La cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis en octobre 2011 a eu un impact défavorable sur notre chiffre d'affaires de 9 %, tandis que l'appréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact positif sur le chiffre d'affaires de 3 %. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 18 %, reflétant l'accroissement des volumes et la hausse des prix du ciment aux Etats-Unis.

L'EBITDA s'est inscrit en hausse de 29 millions d'euros par rapport à l'an passé, sous l'effet conjugué de la progression du chiffre d'affaires, des mesures strictes de réduction des coûts et d'une inflation des coûts moins marquée. La cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis a également eu une contribution positive sur nos résultats.

### Europe occidentale

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	3,8	4,3	-11 %	-11 %
- Purs granulats (MT)	12,0	14,9	-19 %	-17 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,4	3,1	-21 %	-16 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	753	844	-11 %	-10 %
EBITDA (millions d'euros)	94	151	-38 %	-40 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	12,5 %	17,9 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	48	88	-45 %	-59 %

En Europe occidentale, l'activité de la construction a été particulièrement faible au premier trimestre 2012 par rapport à l'an passé en raison d'un hiver rigoureux, de l'impact de la crise économique en Espagne et en Grèce, et d'une base de comparaison élevée, le premier trimestre 2011 ayant bénéficié de conditions météorologiques particulièrement favorables.

De ce fait, les volumes vendus à périmètre constant ont été en recul pour l'ensemble de nos activités, alors que les prix sont restés globalement stables.

- **En France**, l'activité de la construction a été particulièrement touchée par la vague de froid de février, ce qui s'est traduit par une baisse des volumes domestiques, en retrait de 7 % pour le ciment, de 13 % pour les granulats et de 8 % pour le béton prêt à l'emploi. Les prix se sont globalement bien maintenus.
- **Au Royaume-Uni**, nos ventes domestiques de ciment sont restées relativement stables en volumes, le secteur de la construction étant soutenu par différents projets. Nos ventes de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 14 % et de 12 % respectivement en volumes, après l'achèvement des projets routiers, notamment l'A46 et la M25. Le niveau des prix moyens a progressé par rapport à l'an passé.
- **En Espagne et en Grèce**, les volumes domestiques de ciment ont chuté de 28 % et de 43 % respectivement, dans un contexte de crise économique.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 11 %. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de 2 % sur le chiffre d'affaires, reflétant les effets de la cession de nos activités Granulats et Béton au Portugal, tandis que l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro a eu un effet légèrement positif. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a baissé de 10 %.

Malgré des mesures rigoureuses de réduction des coûts, l'EBITDA est en recul dans la région sous l'effet conjugué de la baisse du chiffre d'affaires, de la diminution des ventes de crédits carbone et de l'inflation des coûts. Les ventes de crédits carbone se sont élevées à 22 millions d'euros contre 45 millions d'euros au premier trimestre 2011.

### **Europe centrale et de l'Est**

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	1,8	1,9	-3 %	-6 %
- Purs granulats (MT)	3,1	3,0	-	-9 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,2	0,2	-25 %	-11 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	181	179	1 %	3 %
EBITDA (millions d'euros)	(14)	(9)	-56 %	-13 %
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(34)	(26)	-31 %	-9 %

En Europe centrale et de l'Est, les conditions de marché se sont de nouveau améliorées sur la plupart des marchés, mais les conditions météorologiques dans certains pays ont pesé sur le niveau d'activité du secteur des matériaux de construction.

Les effets de périmètre ont eu un impact positif de 1% sur le chiffre d'affaires, le Groupe ayant renforcé ses positions dans la région à travers une série d'opérations, notamment la réhabilitation de l'usine de Nowa Huta en Pologne, le démarrage de la production de clinker dans notre nouvelle cimenterie en Hongrie dans le cadre de l'accord conclu avec Strabag, et le renforcement de nos activités granulats en Russie. Les variations de change ont eu en revanche un impact négatif de 3 % sur le chiffre d'affaires, reflétant principalement la dépréciation du zloty polonais par rapport à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 3 %, soutenu par des prix bien orientés et malgré la baisse des volumes vendus de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi. Des tendances contrastées ont pu être observées au sein de la région:

- **La Pologne** a bénéficié de prix en hausse sur toutes nos activités, mais ce marché a été durement pénalisé par la rigueur des conditions météorologiques et par la diminution des grands projets durant le

trimestre. Nos ventes domestiques de ciment ont diminué de 11 % en volumes après la très forte augmentation de 56 % observée l'année dernière à la même période. Les volumes vendus de purs granulats ont également baissé, en partie en raison de phénomènes de déstockage chez certains de nos clients.

- **La Russie** a été soutenue par le dynamisme du marché et par des hausses de prix significatives. Nos ventes domestiques de ciment ont augmenté de 15 % en volumes.
- La **Roumanie** a bénéficié de la bonne orientation des volumes dans toutes nos activités, les volumes vendus de ciment montrant une croissance de 1 %.

L'EBITDA s'est inscrit en baisse de 13 % à taux de change et périmètre constants, la hausse des prix n'ayant pas suffi à compenser les effets conjugués de la hausse des coûts et de la baisse des volumes.

## Moyen-Orient et Afrique

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	11,2	11,4	-1 %	2 % <sup>(1)</sup>
- Purs granulats (MT)	2,0	2,1	-7 %	-9 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,7	1,3	30 %	12 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 044	975	7 %	6 %
EBITDA (millions d'euros)	315	274	15 %	15 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	30,2 %	28,1 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	234	197	19 %	19 %

<sup>(1)</sup> domestique uniquement

Les marchés sont restés très bien orientés dans la plupart des pays où nous sommes présents au Moyen-Orient et en Afrique, soutenus par l'augmentation de la demande de logements et des besoins en infrastructures.

Les ventes de ciment, qui représentent la majeure partie de nos activités au Moyen-Orient et en Afrique, ont enregistré une croissance du chiffre d'affaires très vigoureuse sur la plupart des marchés. Les volumes vendus de ciment sur les marchés domestiques de la région se sont accrus de 2 % à périmètre constant. Toutefois, le niveau moins élevé des exportations a globalement pesé sur les volumes. Les ventes de granulats ont baissé de 9 % en volumes, tandis que les volumes vendus de béton prêt à l'emploi ont été soutenus par le renforcement de notre présence en Irak et le dynamisme du marché observé dans la plupart des pays.

- **En Algérie**, les fondamentaux du marché et notre productivité sont restés très satisfaisants, mais nos volumes de ciment vendus n'ont progressé que de 1 % au premier trimestre, en raison de conditions météorologiques exceptionnellement froides en février qui ont ralenti l'activité du secteur de la construction.
- **En Egypte**, les ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 2 % en volumes, tandis que les prix se sont redressés progressivement par rapport aux niveaux observés au second semestre 2011, sans toutefois revenir aux niveaux moyens du premier trimestre 2011.
- **En Irak**, notre chiffre d'affaires domestique a été soutenu par d'importants besoins en logements. Nous avons renforcé notre présence dans le sud du pays avec l'usine de Kerbala, et avons développé nos activités de béton prêt à l'emploi. Les ventes domestiques de ciment en volumes ont crû de 4 %, les prix moyens se situant en dessous des niveaux du premier trimestre 2011.
- **Au Kenya**, nos ventes domestiques de ciment ont progressé de 25 % en volumes, soutenues par le dynamisme du marché.
- **Au Maroc**, la bonne orientation du marché s'est traduite par une croissance de 18 % des volumes domestiques vendus de ciment.



- **Au Nigéria**, la mise en service de notre nouvelle ligne de 2,2 MT au troisième trimestre 2011 nous a permis de mieux capter la croissance du marché ce qui, conjugué à l'augmentation des prix moyens de vente, s'est traduit par une progression de 51 % de nos ventes domestiques de ciment.
- **En Afrique du Sud**, nous avons bénéficié d'une croissance à deux chiffres des volumes de nos ventes de ciment et de granulats grâce à des conditions de marché favorables. En revanche, les volumes vendus de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en légère diminution.

À périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 %, et notre EBITDA a progressé de 15 %, soutenu par l'accroissement des volumes, la hausse des prix, et les mesures de réduction des coûts.

## Amérique Latine

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	2,3	2,0	11 %	11 %
- Purs granulats (MT)	0,6	0,5	33 %	33 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,2	0,2	32 %	32 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	241	209	15 %	16 %
EBITDA (millions d'euros)	59	53	11 %	11 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	24,5 %	25,4 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	48	42	14 %	15 %

Les marchés de la construction de la région sont restés dynamiques, ce qui a permis à nos différentes activités de publier une croissance des volumes à deux chiffres et des prix en progression.

- **Au Brésil**, nos ventes domestiques de ciment sont ressorties en hausse de 13 % en volumes, reflétant l'amélioration des niveaux de production et des conditions de marché favorables, tandis que nos activités granulats et béton ont été soutenues par différents projets d'infrastructures dans la région de Rio.
- **Au Honduras**, nos ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 7 %, tandis qu'en **Equateur**, nos ventes domestiques de ciment ont augmenté de 22 %.

Dans ce contexte, à périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance de 16%, tandis que l'EBITDA, dans un contexte de forte inflation des coûts, a progressé de 11 %, soutenu par la progression du chiffre d'affaires.

**Asie**

	1 <sup>er</sup> trimestre		% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011		
Volumes				
- Ciment (MT)	10,2	9,5	7 %	7 %
- Pours granulats (MT)	1,4	1,4	-	-5 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,5	1,6	-6 %	-6 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	644	563	14 %	12 %
EBITDA (millions d'euros)	108	85	27 %	25 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	16,8 %	15,1 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	66	43	53 %	53 %

En Asie, les tendances de marchés ont été positives dans la plupart des pays où nous sommes présents, et notre chiffre d'affaires a enregistré une croissance organique de 12 %, en excluant l'effet positif des variations de change sur le chiffre d'affaires de 2 %.

- **En Inde**, les ventes domestiques de ciment en volumes ont connu une progression de 22 % grâce à la bonne orientation du marché et des prix, tandis que les ventes de béton prêt à l'emploi ont connu une légère diminution de 1 %.
- **En Indonésie**, nos ventes domestiques de ciment ont augmenté de 7 %, une amélioration qui traduit la bonne orientation des prix, et malgré l'atonie du marché dans la région d'Aceh du fait de la période préélectorale.
- **En Malaisie**, le dynamisme du marché de la construction, notamment sur le segment des infrastructures, s'est traduit par une bonne orientation des volumes pour nos trois activités. Ainsi, nos ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 5 %.
- **Aux Philippines**, la reprise des projets financés par le gouvernement à partir du second semestre 2011 s'est poursuivie en 2012, et s'est traduite par une augmentation de nos ventes domestiques de ciment de 11 % sur le trimestre.
- **En Chine**, les ventes en volumes ont été soutenues par l'accroissement de 3 MT de nos capacités en 2011. Toutefois, un certain ralentissement de la croissance de la demande a été observé en raison des mesures de politiques monétaires mises en place au second semestre 2011 par les autorités chinoises pour juguler l'inflation. Nos ventes domestiques de ciment ont augmenté de 2 % en volumes, tandis que les prix moyens ont diminué, sous l'effet de l'intensification de la concurrence dans certaines régions.
- **En Corée du Sud**, les conditions de marché se sont améliorées, et nos ventes domestiques de ciment se sont inscrites en hausse de 48 %, ce qui traduit principalement le redressement des prix par rapport à des niveaux historiquement bas.

L'EBITDA s'est amélioré de 25 % dans la région à taux de change et périmètre constants, grâce à une amélioration significative des prix et des volumes de ciment, et malgré une forte inflation des coûts, notamment des coûts énergétiques.

## Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 31 mars 2012 et 2011 :

	1 <sup>er</sup> trimestre		Variation (%)
	2012 (M€)	2011 (M€)	
<b>EBITDA</b>	<b>516</b>	<b>479</b>	<b>8 %</b>
Amortissements	(249)	(271)	-8 %
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>267</b>	<b>208</b>	<b>28 %</b>
Plus (moins) values de cession	37	5	
Autres produits (charges) d'exploitation	(110)	(32)	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>194</b>	<b>181</b>	<b>7%</b>
Produits (frais) financiers nets	(238)	(184)	
dont Charges financières	(302)	(263)	15 %
Produits financiers	64	79	-19 %
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4	(4)	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(40)</b>	<b>(7)</b>	
Impôts	25	3	
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(15)</b>	<b>(4)</b>	
Résultat net des activités abandonnées	3	10	
<b>Résultat net</b>	<b>(12)</b>	<b>6</b>	
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(44)	(29)	
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	32	35	-9 %

**Le montant des amortissements** s'est élevé à 249 millions d'euros contre 271 millions d'euros en 2011, sous l'effet conjugué de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni et de l'externalisation de certains équipements mobiles réalisée dans le but d'accroître notre flexibilité opérationnelle et de nous permettre de nous concentrer sur nos activités cœur de métier.

**Les plus-values de cession** se sont élevées à 37 millions d'euros au premier trimestre 2012, contre 5 millions d'euros au premier trimestre 2011. Elles résultent principalement de la plus-value réalisée sur la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation.

**Les autres charges d'exploitation** reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 110 millions d'euros au premier trimestre 2012 contre 32 millions d'euros en 2011. En 2012, le Groupe a enregistré des charges de restructuration de 94 millions d'euros liées à la mise en oeuvre du programme de réduction des coûts. En 2011, les autres charges d'exploitation comprenaient principalement les provisions pour restructuration et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe occidentale.

**Le résultat d'exploitation** s'est inscrit en hausse de 7% à 194 millions d'euros contre 181 millions d'euros en 2011.

**Les frais financiers nets**, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, sont ressortis à 238 millions d'euros contre 184 millions d'euros en 2011.

Les charges financières au titre de la dette nette enregistrent une légère augmentation à 214 millions d'euros contre 204 millions d'euros en 2011, l'impact de la hausse des taux d'intérêt contre-balançant l'effet de la baisse de 2 milliards d'euros de l'endettement moyen. La décision de Standard & Poor's et Moody's de réviser à la baisse notre notation de crédit les 17 mars et 8 août 2011 respectivement, a mis en jeu des clauses de « step-up » sur certains de nos emprunts obligataires, entraînant une hausse des taux d'intérêt à payer. L'impact de l'application de ces clauses s'est élevé à 16 millions d'euros de frais financiers supplémentaires pour le premier trimestre 2012. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,3 % au premier trimestre 2012, contre 5,6 % en 2011.

Les variations de change ont entraîné un gain de 3 millions d'euros au premier trimestre 2012 (gain de 34 millions d'euros en 2011), lié principalement aux prêts et aux dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont légèrement augmenté à 27 millions d'euros contre 14 millions d'euros en 2011, et incluent principalement des commissions bancaires et l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires.

**La quote-part dans le résultat des entreprises associées** a représenté un gain net de 4 millions d'euros au premier trimestre 2012, contre une perte nette de 4 millions d'euros au premier trimestre 2011.

Sur la base d'une perte avant impôts de 40 millions d'euros, **le Groupe a enregistré un produit d'impôt** de 25 millions d'euros au premier trimestre 2012 incluant également l'impact fiscal des cessions de la période.

**Le résultat net des activités poursuivies** est ressorti en perte de 15 millions d'euros au premier trimestre 2012 contre une perte de 4 millions d'euros en 2011, en raison des charges exceptionnelles de restructuration plus importantes enregistrées sur la période, et malgré la progression du résultat d'exploitation courant.

**Le résultat net des activités abandonnées** en gain de 3 millions d'euros au premier trimestre 2012 et inclut le résultat de nos opérations plâtre en Amérique du Nord. Il s'élevait à 10 millions d'euros l'année dernière à la même période, et reflétait le résultat net de l'ensemble de nos opérations plâtre à l'exception de celles du Moyen-Orient et Afrique.

**Le résultat net part du Groupe<sup>1</sup>** est ressorti en perte de 44 millions d'euros au premier trimestre 2012 contre une perte de 29 millions d'euros en 2011.

**La contribution des participations minoritaires** a atteint 32 millions d'euros en 2012 contre 35 millions d'euros en 2011, l'impact des meilleurs résultats enregistrés au Nigéria ayant été compensé par la baisse observée en Jordanie.

**Le résultat par action** s'est établi à -0,15 euro au premier trimestre 2012, contre -0,10 euro en 2011, sous l'effet de la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

---

<sup>1</sup> Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

## Flux de trésorerie

**Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 383 millions d'euros au premier trimestre 2012** (225 millions d'euros au 31 mars 2011).

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies ont augmenté de 158 millions d'euros, reflétant principalement l'évolution de la variation du fonds de roulement non strict<sup>1</sup>, tandis que nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict<sup>1</sup> ont limité l'augmentation normale liée au caractère saisonnier de nos activités au cours du trimestre. Le besoin en fonds de roulement strict, rapporté en nombre de jours de chiffre d'affaires, a ainsi diminué d'un jour par rapport au premier trimestre 2011.

**Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies sont ressortis à 105 millions d'euros** (contre 260 millions d'euros au premier trimestre 2011).

Les investissements de maintien sont restés stables au premier trimestre 2012, à 51 millions d'euros (50 millions d'euros au premier trimestre 2011).

Les investissements de développement interne ont été fortement réduits à 124 millions d'euros, contre 189 millions d'euros au premier trimestre 2011, dans le cadre de notre stricte maîtrise des dépenses.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle<sup>2</sup>, et la dette acquise, les acquisitions ont eu un impact net de 13 millions d'euros sur notre endettement net, contre 54 millions d'euros au premier trimestre 2011.

Les cessions de 71 millions d'euros (11 millions d'euros au premier trimestre 2011) recouvrent principalement la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation.

## Etat de la situation financière consolidée

**Au 31 mars 2012, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 17 928 millions d'euros** (18 201 millions d'euros au 31 décembre 2011) **et l'endettement net à 12 364 millions d'euros** (11 974 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La diminution des fonds propres est notamment due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2011 et le 31 mars 2012 (impact négatif de 0,2 milliard d'euros sur nos fonds propres).

L'augmentation de 0,4 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels sur notre trésorerie, et des investissements industriels (0,2 milliard d'euros) en partie compensés par l'impact de conversion positif (0,1 milliard d'euros) lié à la dépréciation du dollar US par rapport à l'euro au cours de la période.

## Perspectives pour 2012

Le Groupe continue d'anticiper une demande de ciment en hausse, et maintient son estimation de progression du marché comprise entre 1% et 4% en 2012 par rapport à 2011. Les marchés émergents demeurent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à la qualité et à la très bonne répartition géographique de ses actifs.

Les prix devraient être en hausse sur l'année 2012, et l'inflation des coûts plus modérée qu'en 2011.

Ce communiqué peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, qui sont souvent hors de notre contrôle, incluant de manière non limitative les risques décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet ([www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet ([www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)), rubrique Information Réglementée).

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

<sup>1</sup> Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs  
Besoin en fonds de roulement non strict : autres débiteurs et autres créditeurs (dettes et créances liées aux salariés et à la TVA par exemple.)

<sup>2</sup> Au premier trimestre 2011, les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle s'étaient élevées à 39 millions d'euros en excluant une option de vente de 51 millions d'euros déjà comptabilisée dans la dette, et exercée par un tiers au cours de la période.

## 2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

### Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2012	2011*	2011
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>			
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>3 353</b>	<b>3 206</b>	<b>15 284</b>
Coût des biens vendus	(2 731)	(2 621)	(11 627)
Frais administratifs et commerciaux	(355)	(377)	(1 478)
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres</b>	<b>267</b>	<b>208</b>	<b>2 179</b>
Plus- (moins-) values de cession	37	5	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(110)	(32)	(541)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>194</b>	<b>181</b>	<b>1 683</b>
Charges financières	(302)	(263)	(1 142)
Produits financiers	64	79	143
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4	(4)	(8)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(40)</b>	<b>(7)</b>	<b>676</b>
Impôts	25	3	(432)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(15)</b>	<b>(4)</b>	<b>244</b>
Résultat net des activités abandonnées	3	10	492
<b>Résultat net</b>	<b>(12)</b>	<b>6</b>	<b>736</b>
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
<b>- Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>(44)</b>	<b>(29)</b>	<b>593</b>
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	32	35	143
<b>Résultats nets par action (euros)</b>			
<b>Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>			
-résultat par action de base	(0,15)	(0,10)	2,07
-résultat par action dilué	(0,15)	(0,10)	2,06
<b>Dont activités poursuivies</b>			
-résultat par action de base	(0,16)	(0,13)	0,36
-résultat par action dilué	(0,16)	(0,13)	0,35
<b>Nombre moyen d'actions (milliers)</b>	<b>287 028</b>	<b>286 101</b>	<b>286 514</b>

\* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier intermédiaire au 31 mars 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

**Etat du résultat global consolidé**

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2012	2011	2011
<b>Résultat net</b>	<b>(12)</b>	<b>6</b>	<b>736</b>
<b>Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</b>			
Gains et pertes actuariels	(24)	30	(345)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2	(15)	145
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat</b>	<b>(22)</b>	<b>15</b>	<b>(200)</b>
<b>Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat</b>			
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	3	8	1
Ecart de conversion	(204)	(961)	(400)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	(3)	2
<b>Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat</b>	<b>(202)</b>	<b>(956)</b>	<b>(397)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>(224)</b>	<b>(941)</b>	<b>(597)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE</b>	<b>(236)</b>	<b>(935)</b>	<b>139</b>
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	<b>(235)</b>	<b>(866)</b>	<b>(6)</b>
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	<b>(1)</b>	<b>(69)</b>	<b>145</b>

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

**Gains et pertes actuariels**

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 24 millions d'euros de pertes actuarielles sur les 3 premiers mois 2012 en capitaux propres (perte de 22 millions d'euros nette d'impôts), pertes liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent notamment de l'effet de l'augmentation de l'inflation partiellement compensé par des rendements effectifs des actifs des régimes supérieurs aux rendements attendus.

**Ecart de conversion**

La variation des écarts de conversion entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 mars 2012 (taux de clôture) comprend -281 millions d'euros au titre de la dépréciation du dollar américain, de la livre égyptienne, du dinar irakien et de la livre syrienne partiellement compensés par +170 millions d'euros au titre de l'appréciation du dinar algérien et du zloty polonais par rapport à l'euro.

**Etat de la situation financière consolidée***(millions d'euros)*

	Au 31 mars		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>30 678</b>	<b>31 956</b>	<b>31 172</b>
Goodwill	12 589	13 161	12 701
Immobilisations incorporelles	629	611	652
Immobilisations corporelles	15 274	16 418	15 542
Participations dans des entreprises associées	469	406	604
Autres actifs financiers	732	741	755
Instruments dérivés	59	61	80
Impôts différés	884	520	804
Autres débiteurs	42	38	34
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>9 300</b>	<b>8 489</b>	<b>9 547</b>
Stocks et travaux en cours	1 638	1 646	1 531
Clients	1 875	1 951	1 765
Autres débiteurs	891	887	824
Instruments dérivés	39	54	61
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 590	2 263	3 171
Actifs en cours de cession	2 267	1 688	2 195
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>39 978</b>	<b>40 445</b>	<b>40 719</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	1 149	1 146	1 149
Primes	9 688	9 645	9 684
Actions propres	(12)	(22)	(17)
Réserves et résultat consolidés	6 172	5 784	6 219
Autres réserves	(771)	(535)	(751)
Ecart de conversion	(451)	(734)	(280)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>15 775</b>	<b>15 284</b>	<b>16 004</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 153	1 846	2 197
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 928</b>	<b>17 130</b>	<b>18 201</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>14 974</b>	<b>15 925</b>	<b>15 260</b>
Impôts différés	903	813	933
Provision avantages du personnel	1 262	1 024	1 295
Provisions	643	580	637
Passifs financiers	12 051	13 391	12 266
Instruments dérivés	41	56	46
Autres créditeurs	74	61	83
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>7 076</b>	<b>7 390</b>	<b>7 258</b>
Provision avantages du personnel	163	134	167
Provisions	136	114	125
Fournisseurs	1 836	1 804	1 964
Autres créditeurs	1 493	1 681	1 499
Impôts à payer	160	202	165
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 924	3 097	2 940
Instruments dérivés	36	74	34
Passifs liés aux actifs en cours de cession	328	284	364
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>39 978</b>	<b>40 445</b>	<b>40 719</b>

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.



**Tableau des flux de trésorerie consolidés**

(millions d'euros)	3 mois		31 décembre
	2012	2011*	2011
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>Résultat net</b>	(12)	6	736
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	3	10	492
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	(15)	(4)	244
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des produits ou charges financiers ou des impôts :</i>			
Amortissements des immobilisations	249	271	1 038
Pertes de valeur des actifs	4	12	388
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	4	8
(Plus)- et moins- valeur de cession	(37)	(5)	(45)
(Produits) charges financiers	238	184	999
Impôts	(25)	(3)	432
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	2	(14)	(59)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(571)	(427)	20
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers</b>	<b>(159)</b>	<b>18</b>	<b>3 025</b>
Intérêts reçus/payés	(138)	(149)	(944)
Impôts sur les bénéfices payés	(86)	(94)	(484)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies</b>	<b>(383)</b>	<b>(225)</b>	<b>1 597</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées</b>	<b>(11)</b>	<b>(44)</b>	<b>22</b>
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'exploitation</b>	<b>(394)</b>	<b>(269)</b>	<b>1 619</b>
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Investissements industriels	(180)	(242)	(1 071)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées <sup>(1)</sup>	(4)	1	(47)
Investissement dans les entreprises associées	(2)	-	(4)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	(3)	(3)
Cessions d'actifs <sup>(2)</sup>	62	11	2 084
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	19	(27)	(68)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies</b>	<b>(105)</b>	<b>(260)</b>	<b>891</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>(9)</b>	<b>(48)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(105)</b>	<b>(269)</b>	<b>843</b>
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Variations de capital - propriétaires de la société mère	9	2	18
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	9	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	(90)	(211)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	-	-	87
Dividendes versés	-	-	(288)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(14)	(26)	(199)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	231	46	622
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(210)	(423)	(2 442)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(99)	61	(42)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies</b>	<b>(76)</b>	<b>(430)</b>	<b>(2 455)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>(74)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(76)</b>	<b>(420)</b>	<b>(2 529)</b>

\* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier intermédiaire au 31 mars 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2012	2011*	2011
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies</b>	<b>(564)</b>	<b>(915)</b>	<b>33</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(11)	(43)	(100)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(17)	(73)	(56)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 171	3 294	3 294
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	11	-	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période</b>	<b>2 590</b>	<b>2 263</b>	<b>3 171</b>
<sup>(1)</sup> Dont trésorerie des entreprises acquises	-	2	3
<sup>(2)</sup> Dont trésorerie des entreprises cédées	2	6	117
<b>Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(571)</b>	<b>(427)</b>	<b>20</b>
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(125)	(109)	(89)
(Augmentation) diminution des clients	(187)	(300)	(193)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(37)	1	(33)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(124)	9	302
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(98)	(28)	33

\* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier intermédiaire au 31 mars 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres <i>(millions d'euros)</i>
<b>Solde 1er janvier 2011</b>	<b>286 453 779</b>	<b>363 558</b>	<b>1 146</b>	<b>9 640</b>	<b>(26)</b>	<b>5 816</b>	<b>(555)</b>	<b>123</b>	<b>16 144</b>	<b>2 080</b>	<b>18 224</b>
Résultat net						(29)			(29)	35	6
Autres éléments du résultat global net d'impôts							20	(857)	(837)	(104)	(941)
<i>Résultat global de la période</i>						(29)	20	(857)	(866)	(69)	(935)
Dividendes									-	(111)	(111)
Paiements fondés sur des actions				5					5	-	5
Actions propres		(59 500)			4	(4)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						1			1	(53)	(52)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(1)	(1)
<b>Solde au 31 mars 2011</b>	<b>286 453 779</b>	<b>304 058</b>	<b>1 146</b>	<b>9 645</b>	<b>(22)</b>	<b>5 784</b>	<b>(535)</b>	<b>(734)</b>	<b>15 284</b>	<b>1 846</b>	<b>17 130</b>
<b>Solde 1er janvier 2012</b>	<b>287 247 518</b>	<b>233 448</b>	<b>1 149</b>	<b>9 684</b>	<b>(17)</b>	<b>6 219</b>	<b>(751)</b>	<b>(280)</b>	<b>16 004</b>	<b>2 197</b>	<b>18 201</b>
Résultat net						(44)			(44)	32	(12)
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(20)	(171)	(191)	(33)	(224)
<i>Résultat global de la période</i>						(44)	(20)	(171)	(235)	(1)	(236)
Dividendes									-	(45)	(45)
Augmentation de capital									-	9	9
Paiements fondés sur des actions				4					4	-	4
Actions propres		(74 860)			5	(5)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales									-	(6)	(6)
Autres mouvements						2			2	(1)	1
<b>Solde au 31 mars 2012</b>	<b>287 247 518</b>	<b>158 588</b>	<b>1 149</b>	<b>9 688</b>	<b>(12)</b>	<b>6 172</b>	<b>(771)</b>	<b>(451)</b>	<b>15 775</b>	<b>2 153</b>	<b>17 928</b>

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

## Notes annexes aux comptes consolidés

### Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 3.1).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 mai 2012.

### Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

#### 2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2012 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2012 et disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2011, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin mars afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 31 mars 2012 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011. Un suivi en sera réalisé au cours

des prochains trimestres notamment pour les UGT situés en Grèce et en Espagne compte tenu de la situation économique de ces pays.

## 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

### Normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2011 et applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2012.

### Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## 2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

## Note 3. Principales opérations de la période

### 3.1 Nouvelle organisation par pays

En novembre 2011, le Groupe a annoncé un projet de nouvelle organisation faisant suite à la cession de la majeure partie de ses activités Plâtre et à son recentrage sur les activités Ciment, Granulats et Béton. Il a pour objet d'accroître la différenciation de l'offre grâce au développement de produits et de solutions à plus forte valeur ajoutée pour la construction.

Ce projet de nouvelle organisation a été mis en place au cours du premier trimestre 2012 et comprend :

- la mise en place d'une organisation par pays ou groupes de pays, avec des « patrons de pays ou groupes de pays » aux responsabilités étendues à l'ensemble des activités ciment, granulats et béton et qui s'appuieraient sur des fonctions support communes ;
- la réduction d'un niveau hiérarchique, avec pour objectif la suppression de l'échelon régional ;
- la transformation en conséquence de l'organisation et des attributions du Comité exécutif avec notamment la création d'une fonction Performance et d'une fonction Innovation.

Par conséquent, le reporting interne et l'information sectorielle ont été modifiés (voir Note 4) et le goodwill de la région Moyen-Orient et Afrique (1 130 millions d'euros) a été réaffecté aux pays / groupes de pays de cette région au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cette réallocation est sans incidence sur les résultats des tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2011.

### 3.2 Activités cédées ou en cours de cession

#### 3.2.1 Opérations de cession de la branche Plâtre

Depuis juillet 2011, le Groupe a engagé un projet de cession de la majeure partie de sa branche Plâtre qui correspondait à un secteur d'activité distinct du Groupe. Sur le second semestre 2011, le Groupe a cédé ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie. De ce fait, les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) étaient présentées comme une « activité abandonnée » comme expliqué dans la Note 3.1.1 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011.

Les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées et sont présentées sur des lignes distinctes des comptes consolidés. Au 31 mars 2012, l'état de la situation financière consolidée comprend 436 millions d'euros sur la ligne « Actifs en cours de cession » (principalement le goodwill et les immobilisations corporelles) et 26 millions d'euros sur la ligne « Passifs en cours de cession » (principalement des dettes fournisseurs).

Le tableau ci-après présente le résultat net des activités abandonnées :

RESULTATS DES ACTIVITES ABANDONNEES	3 mois		31 décembre
	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros sauf indication contraire)</i>			
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>56</b>	<b>351</b>	<b>1 236</b>
Coût des biens vendus	(50)	(288)	(1 028)
Frais administratifs et commerciaux	(2)	(47)	(133)
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>75</b>
Autres produits (charges) d'exploitation (dont plus et (moins) values de cession)	(1)	-	466
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>541</b>
Résultat financier	-	(1)	(6)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	1	(15)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>520</b>
Impôts	-	(6)	(28)
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>492</b>
<i>Dont part attribuable aux :</i>			
<b>Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>490</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	-	2
<b>Résultats net par action des activités abandonnées (euros)</b>			
- résultat par action de base	0,01	0,03	1,71
- résultat par action dilué	0,01	0,03	1,71

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 5 millions d'euros au 31 mars 2012).

### 3.2.2 Accord entre Lafarge et Anglo American

Les actifs et passifs de Lafarge Cement UK et de Lafarge Aggregates and Concrete UK qui seront apportés à la coentreprise avec Tarmac Quarry Materials ont été présentés depuis le 18 février 2011 comme des actifs en cours de cession (comme expliqué dans la Note 3.1.2 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011). Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Commission de la Concurrence a approuvé le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac, sous réserve de cessions que les deux entreprises sont confiantes de pouvoir réaliser.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 15 millions d'euros au 31 mars 2012). Au 31 mars 2012, les actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 1 831 millions d'euros, sont essentiellement composés du goodwill et des immobilisations corporelles. Les passifs liés aux actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 302 millions d'euros, sont quant à eux notamment composés de dettes fournisseurs.

### 3.3 Autres événements

Pendant la période, le Groupe a comptabilisé 94 millions d'euros de charges de restructuration dans le cadre du plan de réduction des coûts.

## Note 4. Information sectorielle

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'organisation par activité a été remplacée par une organisation par pays (voir Note 3), les pays ou des groupes de pays devenant les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

De ce fait, les chiffres comparatifs pour 2011 ont été retraités.

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général<sup>4</sup> aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

---

<sup>4</sup> Principal Décideur Opérationnel

**(a) Information par secteur**

31 mars 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>							
Produits des activités ordinaires	765	490	182	1 074	241	670	
Moins : inter-secteur	(12)	-	(1)	(30)	-	(26)	
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES</b>	<b>753</b>	<b>490</b>	<b>181</b>	<b>1 044</b>	<b>241</b>	<b>644</b>	<b>3 353</b>
<b>EBITDA</b>	<b>94</b>	<b>(46)</b>	<b>(14)</b>	<b>315</b>	<b>59</b>	<b>108</b>	<b>516</b>
Dotation aux amortissements des immobilisations	(46)	(49)	(20)	(81)	(11)	(42)	(249)
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres</b>	<b>48</b>	<b>(95)</b>	<b>(34)</b>	<b>234</b>	<b>48</b>	<b>66</b>	<b>267</b>
Plus- (moins-) values de cession	(1)	(1)	-	-	-	39	37
Autres produits (charges) d'exploitation	(51)	(35)	(6)	(12)	(3)	(3)	(110)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>	-	-	-	<i>(4)</i>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(4)</b>	<b>(131)</b>	<b>(40)</b>	<b>222</b>	<b>45</b>	<b>102</b>	<b>194</b>
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>							
Investissements industriels	36	20	43	16	17	48	180
Capitaux investis	4 397	5 417	2 705	11 911	1 414	4 000	29 844
<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE</b>							
Actifs sectoriels	6 516	5 966	2 965	14 146	1 891	5 245	36 729
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>152</i>	<i>18</i>	<i>41</i>	<i>213</i>	<i>36</i>	<i>9</i>	<i>469</i>
Actifs en cours de cession	1 831	436	-	-	-	-	2 267
Actifs non alloués <sup>(a)</sup>							982
<b>TOTAL ACTIF</b>							<b>39 978</b>
Passifs sectoriels	1 892	1 561	249	1 120	247	698	5 767
Passifs liés aux actifs en cours de cession	302	26	-	-	-	-	328
Passifs et capitaux propres non alloués <sup>(b)</sup>							33 883
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							<b>39 978</b>

<sup>(a)</sup> Impôts différés actifs et instruments dérivés<sup>(b)</sup> Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.



31 mars 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>							
Produits des activités ordinaires	863	436	185	1 005	209	594	
Moins : inter-secteur	(19)	-	(6)	(30)	-	(31)	
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES</b>	<b>844</b>	<b>436</b>	<b>179</b>	<b>975</b>	<b>209</b>	<b>563</b>	<b>3 206</b>
<b>EBITDA</b>	<b>151</b>	<b>( 75)</b>	<b>( 9)</b>	<b>274</b>	<b>53</b>	<b>85</b>	<b>479</b>
Dotation aux amortissements des immobilisations	( 63)	( 61)	( 17)	( 77)	( 11)	( 42)	(271)
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres</b>	<b>88</b>	<b>( 136)</b>	<b>( 26)</b>	<b>197</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>208</b>
Plus- (moins-) values de cession	2	-	-	-	-	3	5
Autres produits (charges) d'exploitation	(19)	-	(4)	(5)	-	(4)	(32)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(12)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(12)</i>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>71</b>	<b>( 136)</b>	<b>( 30)</b>	<b>192</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>181</b>
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>							
Investissements industriels	48	21	39	87	1	46	242
Capitaux investis	5 048	6 342	2 438	12 024	1 488	4 030	31 370
<b>ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE</b>							
Actifs sectoriels	7 384	6 717	2 677	13 848	2 233	5 263	38 122
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>91</i>	<i>16</i>	<i>49</i>	<i>171</i>	<i>20</i>	<i>60</i>	<i>406</i>
Actifs en cours de cession	1 688	-	-	-	-	-	1 688
Actifs non alloués <sup>(a)</sup>							635
<b>TOTAL ACTIF</b>							<b>40 445</b>
Passifs sectoriels	2 194	1 158	224	1 093	225	706	5 600
Passifs liés aux actifs en cours de cession	284	-	-	-	-	-	284
Passifs et capitaux propres non alloués <sup>(b)</sup>							34 561
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							<b>40 445</b>

<sup>(a)</sup> Impôts différés actifs et instruments dérivés

<sup>(b)</sup> Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>							
Produits des activités ordinaires	3 547	3 110	1 323	4 200	905	2 510	
Moins : inter-secteur	(70)	-	(30)	(108)	-	(103)	
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES</b>	<b>3 477</b>	<b>3 110</b>	<b>1 293</b>	<b>4 092</b>	<b>905</b>	<b>2 407</b>	<b>15 284</b>
<b>EBITDA</b>	<b>669</b>	<b>431</b>	<b>329</b>	<b>1 131</b>	<b>246</b>	<b>411</b>	<b>3 217</b>
Dotation aux amortissements des immobilisations	( 213)	( 235)	( 73)	( 311)	( 42)	( 164)	( 1 038)
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres</b>	<b>456</b>	<b>196</b>	<b>256</b>	<b>820</b>	<b>204</b>	<b>247</b>	<b>2 179</b>
Plus- (moins-) values de cession	21	27	-	-	(1)	(2)	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(314)	(18)	(15)	(173)	(9)	(12)	(541)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(253)</i>	<i>(7)</i>	<i>(10)</i>	<i>(115)</i>	-	<i>(3)</i>	<i>(388)</i>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>163</b>	<b>205</b>	<b>241</b>	<b>647</b>	<b>194</b>	<b>233</b>	<b>1 683</b>
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>							
Investissements industriels	218	93	158	307	56	239	1 071
Capitaux investis	4 432	5 518	2 524	12 037	1 377	4 054	29 942
<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE</b>							
Actifs sectoriels	7 128	6 135	2 837	14 224	1 886	5 369	37 579
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>148</i>	<i>18</i>	<i>41</i>	<i>288</i>	<i>37</i>	<i>72</i>	<i>604</i>
Actifs en cours de cession	1 762	433	-	-	-	-	2 195
Actifs non alloués <sup>(a)</sup>							945
<b>TOTAL ACTIF</b>							<b>40 719</b>
Passifs sectoriels	1 883	1 685	249	1 125	257	736	5 935
Passifs liés aux actifs en cours de cession	337	27	-	-	-	-	364
Passifs et capitaux propres non alloués <sup>(b)</sup>							34 420
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>							<b>40 719</b>

<sup>(a)</sup> Impôts différés actifs et instruments dérivés

<sup>(b)</sup> Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

**(b) Information par ligne de produit**

<i>(en millions d'euros)</i>	Produits des activités ordinaires - clients externes			Produits des activités ordinaires - clients externes		
	31 mars 2012	31 mars 2011	31 décembre 2011	31 mars 2012	31 mars 2011	31 décembre 2011
Ciment	2 308	2 161	9 975	2 448	2 300	10 622
Granulats & Béton	1 025	1 024	5 227	1 028	1 026	5 238
Autres produits	20	21	82	20	20	82
Eliminations				(143)	(140)	(658)
<b>Total</b>	<b>3 353</b>	<b>3 206</b>	<b>15 284</b>	<b>3 353</b>	<b>3 206</b>	<b>15 284</b>

**(b) Information par pays**

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars 2012		31 mars 2011		31 décembre 2011	
	Produits des activités ordinaires - clients externes	Actifs non-courants sectoriels*	Produits des activités ordinaires - clients externes	Actifs non-courants sectoriels	Produits des activités ordinaires - clients externes	Actifs non-courants sectoriels
<b>Europe occidentale</b>	<b>753</b>	<b>4 390</b>	<b>844</b>	<b>5 167</b>	<b>3 477</b>	<b>4 422</b>
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	446	2 245	479	2 417	2 193	2 256
<i>Royaume-Uni</i>	202	-	205	60	935	-
<b>Amérique du Nord</b>	<b>490</b>	<b>4 975</b>	<b>436</b>	<b>5 755</b>	<b>3 110</b>	<b>5 149</b>
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis **</i>	249	1 906	198	2 305	1 471	1 998
<i>Canada **</i>	289	892	238	866	1 763	914
<b>Europe centrale et de l'est</b>	<b>181</b>	<b>2 522</b>	<b>179</b>	<b>2 267</b>	<b>1 293</b>	<b>2 465</b>
<b>Moyen Orient et Afrique</b>	<b>1 044</b>	<b>11 810</b>	<b>975</b>	<b>12 042</b>	<b>4 092</b>	<b>12 070</b>
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	127	2 628	130	2 532	481	2 729
<i>Algérie</i>	130	3 182	129	3 086	518	3 059
<b>Amérique latine</b>	<b>241</b>	<b>1 395</b>	<b>209</b>	<b>1 434</b>	<b>905</b>	<b>1 403</b>
<i>dont :</i>						
<i>Brésil</i>	169	989	147	1 028	658	993
<b>Asie</b>	<b>644</b>	<b>3 869</b>	<b>563</b>	<b>3 931</b>	<b>2 407</b>	<b>3 991</b>
<b>Total</b>	<b>3 353</b>	<b>28 961</b>	<b>3 206</b>	<b>30 596</b>	<b>15 284</b>	<b>29 499</b>

\* La diminution des actifs non-courants sectoriels (regroupant le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des entreprises associées) provient du reclassement sur la ligne "Actifs en cours de cession" des éléments mentionnés dans la Note 3.2 "Activités cédées ou en cours de cession"

\*\* Actifs non courants hors goodwill

## Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action des activités poursuivies pour les périodes closes les 31 mars 2012 et 2011, et pour le 31 décembre 2011 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2012	2011	2011
<b>Numérateur</b> (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(44)	(29)	593
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	(47)	(39)	103
<b>Dénominateur</b> (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 028	286 101	286 514
Nombre total d'actions potentielles dilutives	1 121	230	801
Nombre moyen d'actions - dilué	288 149	286 331	287 315
<b>Résultat par action (euros)</b>	<b>(0,15)</b>	<b>(0,10)</b>	<b>2,07</b>
<b>Résultat dilué par action (euros)</b>	<b>(0,15)</b>	<b>(0,10)</b>	<b>2,06</b>
<b>Résultat par action des activités poursuivies (euros)</b>	<b>(0,16)</b>	<b>(0,13)</b>	<b>0,36</b>
<b>Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)</b>	<b>(0,16)</b>	<b>(0,13)</b>	<b>0,35</b>

## Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	31 mars		31 décembre
	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	12 002	13 328	12 216
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	49	63	50
<b>Passifs financiers, part à plus d'un an</b>	<b>12 051</b>	<b>13 391</b>	<b>12 266</b>
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 839	2 943	2 842
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	85	154	98
<b>Passifs financiers, part à moins d'un an</b>	<b>2 924</b>	<b>3 097</b>	<b>2 940</b>
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	14 841	16 271	15 058
Total options de vente octroyées aux minoritaires	134	217	148
<b>Total passifs financiers</b>	<b>14 975</b>	<b>16 488</b>	<b>15 206</b>

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	31 mars		31 décembre
	2012	2011	2011
A plus de cinq ans	4 836	6 126	4 869
A plus d'un an et moins de cinq ans	7 166	7 202	7 347
<b>Part à plus d'un an</b>	<b>12 002</b>	<b>13 328</b>	<b>12 216</b>
A plus de six mois et moins d'un an	1 832	623	1 627
A moins de six mois	1 007	2 320	1 215
<b>Passifs financiers, part à moins d'un an</b>	<b>2 839</b>	<b>2 943</b>	<b>2 842</b>
<b>Total</b>	<b>14 841</b>	<b>16 271</b>	<b>15 058</b>

Au 31 mars 2012, 69 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une augmentation de 12 millions d'euros au 31 mars 2012 (une diminution de 325 millions d'euros au 31 mars 2011 et une diminution de 667 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La convention de crédit d'un montant initial de 1 850 millions d'euros signée en 2004 pour une période de 5 ans a été modifiée à plusieurs reprises avec succès. Par le dernier avenant du 19 mars 2012, le montant a été réduit à 1 235 millions d'euros et l'échéance étendue au 28 juillet 2015 à hauteur de 1 200 millions d'euros. Cette ligne de crédit syndiquée est assortie d'une option de sortie applicable sur une base individuelle dans l'hypothèse où le ratio dette nette sur EBITDA serait supérieur à 4,75, sans que cela ne soit constitutif d'un cas de défaut et sans impact sur les autres contrats de financement du Groupe.

### **Taux d'intérêt**

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2012 à 6,3% (5,6% au 31 mars 2011 et 6,2% au 31 décembre 2011).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps (endettement brut minoré de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) s'établit à 7,2% au premier trimestre 2012 contre 6,2% au premier trimestre 2011 et 6,3% pour l'année 2011.

### **Programme de cession de créances (titrisation)**

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2011.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 31 mars 2012 à 434 millions d'euros (649 millions d'euros au 31 mars 2011 et 537 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 322 millions d'euros au 31 mars 2012 (516 millions d'euros au 31 mars 2011 et 404 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 112 millions d'euros au 31 mars 2012 (133 millions d'euros au 31 mars 2011 et 133 millions d'euros au 31 décembre 2011).

### **Options de vente octroyées aux minoritaires**

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés

financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 149 millions d'euros en valeur 31 mars 2012 (162 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Une partie de ces options est exerçable actuellement pour un montant, en valeur 31 mars 2012, de 100 millions d'euros. Le solde, soit 49 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 134 millions d'euros et 148 millions d'euros au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2011, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises.

Le goodwill lié aux options de vente octroyées aux minoritaires, s'élève à 60 millions d'euros et 71 millions d'euros au 31 mars 2012 et 31 décembre 2011 respectivement.

## Note 7. Capitaux propres

### (a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre de l'exercice 2010 ainsi que le montant par action au titre de l'exercice 2011 proposé par le Conseil d'administration pour approbation à l'Assemblée générale des actionnaires le 15 mai 2012.

(en euros, sauf indication contraire)	2011*	2010
Dividende total (en millions d'euros)	145**	288
Dividende par action	0,50	1,00
Dividende majoré par action	0,55	1,10

\* Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 mars 2012.

\*\* Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 287 014 070 actions.

### (b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2011	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 31 mars 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	21	-	-	21
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(29)	2	-	(27)
<i>Valeur brute</i>	(41)	3	-	(38)
<i>Impôt différé</i>	12	(1)	-	11
Gains et pertes actuariels	(743)	(22)	-	(765)
<i>Valeur brute</i>	(1 070)	(24)	-	(1 094)
<i>Impôt différé</i>	327	2	-	329
<b>Total Autres réserves</b>	<b>(751)</b>	<b>(20)</b>	<b>-</b>	<b>(771)</b>
<b>Total Ecart de conversion</b>	<b>(280)</b>	<b>(162)</b>	<b>(9)</b>	<b>(451)</b>
<b>Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>	<b>(1 031)</b>	<b>(182)</b>	<b>(9)</b>	<b>(1 222)</b>

## Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

### Concurrence

**Allemagne – Ciment :** À la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour Suprême devrait intervenir en 2012.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connu d'évolution notable suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

La provision globale au titre de ce cas s'élève à 24 millions d'euros au 31 mars 2012.

**Afrique du Sud – Ciment :** En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009, concernant d'éventuelles infractions aux règles de concurrence. Notre filiale Lafarge Industries South Africa (Proprietary) Ltd a coopéré avec l'autorité sud-africaine (« Autorité ») tout au long de la procédure. En 2009 puis en novembre 2011 certains des concurrents de Lafarge ont admis l'existence de certains comportements anticoncurrentiels au cours des années antérieures et signé des accords avec l'Autorité afin de mettre fin aux poursuites. Notre filiale a décidé à son tour de négocier un accord de transaction avec l'Autorité afin de mettre fin aux poursuites. A l'issue des négociations, un accord de transaction a été signé le 6 mars 2012 avec l'Autorité, notre filiale acceptant de payer dans les six mois de la transaction la somme de 15 millions d'euros en contrepartie de la fin des poursuites.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné trois enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

**Europe – Ciment :** En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge répond à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

**Grande-Bretagne – Ciment :** Le 18 janvier 2012, l'"Office of Fair Trading" (OFT) a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton ("Industrie") en Grande-Bretagne. L'OFT estime avoir des raisons suffisantes de penser que des problèmes de concurrence, liés à la structure du marché, peuvent exister, et considère que l'Industrie présente des caractéristiques

susceptibles de limiter l'intensité de la concurrence en Grande-Bretagne. En conséquence, la Commission de la Concurrence va mener une enquête sectorielle approfondie sur l'approvisionnement des produits visés et décider s'il y a lieu à des mesures correctives structurelles et/ou comportementales. Nos filiales anglaises continuent à coopérer pleinement avec la Commission de la Concurrence, qui devrait conclure son enquête dans les années à venir (fin 2013 ou début 2014). Nous ne pouvons pas préjuger à ce stade des conséquences potentielles de cette enquête.

**Inde – Ciment** : En Inde, une enquête initiée en 2011 se poursuit à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. Cette enquête diligentée par le Directeur général de la commission de la concurrence indienne ("CCI") conclut à l'existence possible de pratiques anticoncurrentielles en Inde. Lafarge India, qui est l'acteur le moins significatif en termes de parts de marché parmi les sociétés mises en cause, conteste vigoureusement le fondement de ces allégations essentiellement fondées sur des présomptions économiques. Les audiences se sont tenues en février 2012 et une décision devrait être rendue par la CCI dans le courant de l'année 2012. Aucune conclusion relative à cette enquête ne peut être tirée à ce stade.

### **Autres procédures**

**États-Unis – Ouragan Katrina** : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010, les audiences s'étant achevées en Octobre. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de notre filiale Lafarge North America Inc. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la Federal Court le 20 mars 2012 en faveur de Lafarge North America Inc. Les plaigants ont fait appel de cette décision de la Federal Court. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée contre Lafarge North America Inc. par le Parish of Saint Bernard devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" qui a statué dans toutes les précédentes actions contre Lafarge North America Inc. et cette requête a été favorablement accueillie.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à toutes ces actions en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

**Inde / Bangladesh** : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. Par décision favorable en date du 6 juillet 2011, la Cour suprême a déclaré ne voir aucune raison d'interférer dans les décisions prises antérieurement par le ministère de l'Environnement et des Forêts portant sur l'octroi des autorisations à notre filiale au cours du projet (y compris l'autorisation portant sur le site en date de juin 1999, celle portant sur l'étude d'impact environnementale en date d'août 2001 et révisée en avril 2010 et "l'autorisation forêt" de premier niveau en date d'avril 2010). En conséquence, la Cour a décidé d'annuler sa décision du 5 février 2010 qui suspendait les activités minières de notre filiale et de valider la requête déposée par notre filiale à l'effet d'obtenir une nouvelle autorisation du ministère de l'Environnement et des Forêts. Suite à cette décision, et en attendant l'octroi d'une "autorisation forêt" de deuxième niveau par le Ministère de l'Environnement et des Forêts, par lettre en date du 5 août 2011, le gouvernement de l'État du Meghalaya avait autorisé notre filiale indienne à redémarrer immédiatement ses activités minières dans la zone déjà déboisée de la carrière. Par conséquent, Lafarge Surma Cement avait redémarré normalement les opérations de son usine de ciment, grâce à l'approvisionnement de calcaire extrait de cette zone de la carrière de sa filiale indienne. Le Ministère de l'Environnement et des Forêts a finalement accordé à Lafarge Surma Cement une nouvelle « autorisation forêt » de deuxième niveau le 29 février 2012 et Lafarge Surma Cement exploite désormais normalement son activité Ciment.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces



garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes au titre de telles réclamations ou cessions.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

### **Note 9. Opérations avec des parties liées**

Sur la période, Lafarge a reconnu une créance d'un montant de 60 millions d'euros au 31 mars 2012 au titre de la mise en œuvre de garanties consenties par Orascom Construction Industries<sup>5</sup> ('OCI') en compensation d'une perte d'un même montant constatée sur le trimestre. Cette créance est couverte par une indemnité à recevoir d'OCI.

### **Note 10. Événements postérieurs à la clôture**

Voir la Note 3.2.2 Accord entre Lafarge et Anglo American.

---

<sup>5</sup> Dans le cadre de l'acquisition d'Orascom (accord du 9 décembre 2007)

## ***Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés***

Monsieur le Président-Directeur général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adoptée dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé